

LA CRISE DU SYSTME MULTILATERAL ET LA GENEVE INTERNATIONALE

INTRODUCTION

L'objectif est de traiter les éléments constitutifs de cette crise avec une focale sur les conséquences pour la Genève internationale et, *si le temps le permet*, un éclairage de cette fragmentation des relations internationales, vu sous l'angle du projet d'intégration porté par les Etats membres de l'UE.

I.LE CONTEXTE : LES GRANDES TRANSFORMATIONS

- ❖ Rappeler que cette crise est, à maints égards, **le prolongement d'un combat séculaire et violent**, entamée au XVIIIe siècle entre le récit et les fondements les Lumières et ceux des anti-Lumières (sources : Edmund Burke et Joseph de Maistre). Des anti-Lumières qui ont façonné et ouvert la voie aux différentes formes d'autoritarisme depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours.

Un combat reposant sur un changement de paradigme que nous rappelle l'historien Paul Hazard (1878 -1944) (je cite) : « *A une civilisation fondée sur l'idée du devoir, les devoirs envers Dieu, envers le Prince, les « nouveaux philosophes » ont essayé de substituer une civilisation fondée sur l'idée de droit : les droits de la conscience individuelle, les droits de la critique, les droits de la raison, les droits de l'homme et du citoyen* »¹(fin de citation)

- ❖ Un contexte dont les racines, sous l'angle de l'économie, sont largement illustrées dans la « **la grande transformation** », une œuvre majeure de l'économiste Karl POLANYI. Livre de chevet de nombre d'étudiants, il situe les ruptures ou changements que nous vivons dans un récit, un « *narrative* » opposant :

- ✚ Les multiples thèses néolibérales mises en œuvre d'un marché « autorégulateur » et

- ✚ Les thèses qui, à contrario, défendent l'idée que les sphères de production et de distribution, de circulation libre des biens, des capitaux, des services, des travailleurs doivent rester sous différentes modalités de contrôle social et politique. (Des normes)

Cet invariant du récit nous dit Polanyi, c'est qu'en consacrant la notion de « marché autorégulateur », l'ordre libéral économique a permis ce qu'il appelle le « désencastrement » de l'économie et de la technique, soit leur autonomisation d'avec la société globale.

¹ Paul HAZARD, *La crise de la conscience européenne 1680-1715*. Fayard. Le Livre de poche. Page 9

Sur ce sujet, Je vous renvoie également aux travaux historiques de Quin SLOBODIAN² où il évoque le rôle fondamental du « groupe de Genève » autour de L'institut des hautes études internationales (HEI) et de l'un de ses fondateurs William RAPPARD sur la conception et diffusion des différentes thèses néolibérales depuis les années 30.

Sans **aborder ici le fond**, on peut regrouper les transformations que nous vivons sous 4 catégories. *Mais en rappelant qu'elles s'agrègent, se conjuguent entre-elles avec, de surcroît, l'accélération du temps et la réduction des espaces (innovation et mobilité) :*

- ❖ **Les transformations anthropologiques** qui recouvrent plusieurs évolutions de nos sociétés, en particulier dans le domaine de l'autorité, de l'égalité homme-femme, de la famille, de la démographie... des questions éthiques sur la vie et la mort ;
- ❖ **Les transformations techno-scientifiques**, dont les technologies de l'information et communications (TIC), l'irruption de l'intelligence artificielle, l'essor de l'innovation scientifique qui s'est accélérée ;
- ❖ **Les transformations écologiques**, et en particulier de la prise de conscience du lien intime et complexe qui lie notre humanité à l'ensemble des composantes de notre biosphère et, au-delà, de notre géosphère. Ensuite, le constat que ce lien détermine et déterminera le résultat de nos actes, en tout ou partie, face à d'autres ruptures et basculements : pauvreté, migrations, inégalités pour citer quelques exemples ;
- ❖ **Les transformations géopolitiques** (mondialisation économique et culturelle, tectonique des empires qui revient depuis le XIXe siècle dans l'agenda actuel, rupture du système multilatéral mis en place en 1945, flux migratoires pour citer quelques facettes.

Je place mon intervention sous cette ultime catégorie.

II. FRAGMENTATION DES RELATIONS INTERNATIONALES : CINQ CONSTATS

- ❖ Une crise qui n'est pas **inédit, ni nouvelle**. La fragmentation du système global de sécurité des NNUU est graduelle et manifeste depuis de nombreuses années, en particulier sous l'angle de la prévention et solutions des conflits : depuis 1945, ce sont près de 65 conflits impliquant quelques 40 Etats.³
- ❖ Une crise qui est **manifeste** depuis nombre d'années sous deux formes : soit la **contestation** soit la **reconfiguration** de l'Ordre libéral politique (et en particulier économique)

Reconfiguration aux Etats-Unis qui plonge ses racines depuis le Tea Party et la mise en place d'un nouveau récit et de réseaux conservateurs et de l'ultra-droite radicale. Une reconfiguration qui structure des courants multiples, *parfois même*

² Quin SLOBODIAN : « *les globalistes : une histoire intellectuelle du néolibéralisme* »

³ Siri Aas RUSTAS : « *Conflict trends. A global overview; 1945 -2024* » Peace Research Institute Oslo. 2025

contradictoires dans leurs stratégies spécifiques, mais dont l'**objectif général est bien celui de donner une base intellectuelle solide à la gouvernance** ;

Mais avec une projection à l'international et l'Europe, notamment via une capitale (Budapest) et des institutions d'une Europe conservatrice et réactionnaire, tels que le Centre des droits fondamentaux de Budapest⁴ et le Mathias Corvinos Collegium (*institution d'enseignement privé hongroise créé en 1996 implantée dans d'autres villes de Hongrie et d'Europe et avec des représentations à Bruxelles*).

Sans être exhaustif, mentionnons plusieurs sources US & références contemporaines :

- ✚ Les travaux de Isabelle Paterson (une femme de lettre et philosophe canado-américaine. Ses écrits sont fondamentaux dans la pensée libertarienne américaine) et Ayn Rand (écrivaine, philosophe considérée comme la théoricienne d'un capitalisme individualiste, prônant les valeurs de la raison, du mérite et de « l'égoïsme rationnel ») ;
- ✚ Steve Bannon (Cambridge Analytica et sa thèse sur la submersion des médias, l'occupation de l'espace médiatique quelle que soit la véracité du discours ;
- ✚ Curtis Yarvin et Nick Land qui assument les « Lumières obscures » (dark Enlightenment) : une école de pensée et un mouvement politique que l'on, peut qualifier d'anti-démocratique, d'anti-égalitariste et d'anti- progressiste américain ;
- ✚ Le mouvement dit « NATCON » national-conservateur de Horam Yazoni (philosophe et politiste israélien et pionnier d'une alliance entre les suprémacistes juifs et Netanyahu) ;
- ✚ Patrick Deneen, politologue et sa thèse du post-libéralisme où il examine comment le libéralisme ambiant peut être dépassé par une formule de conservatisme post-libéral, fondée sur la notion de biens communs⁵
- ✚ Les thèses du professeur de droit à Harvard Adrian Vermeule qui **prône la fin** de la séparation de l'Église et de l'État aux États-Unis, pourtant garantie par le premier amendement à la Constitution ;
- ✚ La mouvance des libertariens américains, y compris techno-libertariens qui contestent le principe de l'État mais en aucun cas celui la propriété privée (à

⁴ Dont la vocation préservation de l'identité nationale, de la souveraineté et des traditions chrétiennes dans le contexte de la globalisation et des mutations géopolitiques. Depuis 2022, le Centre pour les droits fondamentaux organise à Budapest la CPAC, la version locale de la Conservative Political Action Conference (Conférence d'action politique conservatrice), une réunion politique mise en place aux États-Unis par l'Union conservatrice américaine et qui a accueilli en 2025 le stratège politique Steve Bannon, Elon Musk, le président des États-Unis et le président argentin Javier Milei.

⁵ Patrick DENEEN : » *Changement de régime* » Sentinel, 2023

l'opposé des thèses anarchistes en Europe). **Le Cato Institute**, situé à Washington, est sur ce point le Think-Tank de référence.

L'ensemble de ces courants vont converger et trouver une base intellectuelle solide dès 2021 dans des laboratoires d'idées et lobbies, en particulier la Heritage Foundation (**Projet 2025 et Budget 2026**) et la Federalist Society pour citer les deux des principaux centres d'influence, ainsi que America First Policy Institute (AFPI et la Philadelphia Society (voir les nominations du 2^e cercle de décision) ;

❖ Une **stratégie US** de **reconfiguration avec un quadruple souci** :

- ✚ Réduire les obstacles et les règles qui entravent la liberté d'action politique, commerciale et technologique des USA ;
- ✚ Réduire les engagements financiers internationaux, à l'exception d'un groupe d'institutions internationales où leurs intérêts primordiaux sont en jeu : exemples : Bretton-Woods, OMPI, UIT, etc...⁶ (*voir aussi les 3 groupes définis selon les priorités et le budget 2026*) ;
- ✚ Revoir sur cette base le système d'alliance et le rôle des alliés ; et
- ✚ S'assurer (*et ceci est original*) que l'Etat fédéral devienne actionnaire dans toute opérations de soutien à des entreprises nationales ou multinationales en difficulté ou sous contraintes et la possible mise en place d'un « circuit du trésor »⁷ affectant uniquement les épargnes US des non-résidents.

- ❖ Une **contestation**, cette fois, de l'ordre libéral politique, provenant d'autres pays et régions : Russie, Chine, Inde, les pays émergents. Mais **avec une nuance de poids**, à savoir que pour plusieurs de ces pays, tout en contestant cet ordre, notamment sous l'angle des droits fondamentaux, ils maintiennent et souhaitent non seulement une économie ouverte, mais aussi amplifier leur poids et leur présence (soft power) au sein du système des NNUU et de ses agences ;
- ❖ La formation et configuration de « **nouvelles zones d'influences** », souvent régies par une architecture institutionnelle de type économique et régionale : nouvelles routes de la soie ; l'Organisation de coopération de Shanghai, la Banque asiatique de d'investissement pour les infrastructures (BAII), les BRICS ; le poids grandissant voulu par les pays du Proche-Orient (Emirats, Qatar, Arabie Saoudite).

⁶ Fiscal Year 2026. Major Discretionary Funding Changes. Executive office of the President. Office of Management and Budget (OMB). May 2025. A noter que le directeur du OMB Russel Vought, nommé par Trump, a largement collaboré à la rédaction du projet 2025, lancée sous l'égide de la Fondation HERITAGE et de son Président Kevin Roberts

⁷ Le circuit du Trésor est une modalité de financement utilisée, notamment en France par le régime de Vichy et dans les années 60 en vue de capter l'épargne des correspondants du Trésor et à l'employer pour financer le déficit public.

II. IMPACTS SUR LE SYSTEME MULTILATERAL DES NATIONS UNIES ET LA GENEVE INTERNATIONALE.

- ❖ D'abord rappeler que ces impacts **se différencient, varient** selon la nature des mandats et des opérations des **cinq rouages** du Système des Nations Unies :
 - ✚ Les organes principaux : Conseil de sécurité, AG, Conseil économique et social le secrétariat (et ses opérations de Paix -DOP), Cour internationale de Justice) ;
 - ✚ Les départements et Bureaux : DESA (affaires économiques et sociales ; OCHA (affaires humanitaires), ONUDC (drogue et crimes) représentants et conseillers spéciaux) ;
 - ✚ Les organes subsidiaires, dont les fonds et les commissions : commissions économiques régionales, ONUSIDA, ONU-Femmes, PNUD, UNICEF, CNUCED, HCR, UNWRA, PNUE, experts et conseil des droits de l'homme, le PAM, etc... ;
 - ✚ Les Institutions spécialisées : 12 au total dont OMS, OIT, OMI (affaires maritimes) FAO, FIDA, OACI, UIT, UNESCO, FMI, OMPI, Groupe de la Banque mondiale, etc... ;
 - ✚ Les organisations apparentées, avec un cadre autonome mais travaillant avec l'ONU : La CPI (justice pénale internationale, OIM, OMC, AIFM (fonds marins) et TIDM (droit de la mer).
- ❖ **ONU 80⁸** : une 1^e source intéressante, *mais qui mérite une mise à jour constante*. Il s'agit d'un document qui couvre l'ensemble **des défis systémiques** du système multilatéral, mais aussi **les solutions dites systémiques**. Un document dont on peut déduire plusieurs conséquences à court et moyen terme pour la Suisse et la Genève internationales. L'analyse de ce document demanderait plusieurs sessions ;
- ❖ **Autre source significative de mesure d'impact** est la réduction significative du niveau des engagements financiers internationaux de l'UE, des grands pays donateurs et principaux fournisseurs de l'Aide Publique au Développement (APD)⁹. (*Transferts budgétaires vers l'armement et la santé nationale*)

Les baisses anticipées en 2026 **des dotations aux organisations multilatérales** pourraient entraîner une seconde vague de diminutions des apports aux pays les plus pauvres et aux services essentiels. En 2023, près de la moitié de l'APD allouée aux PMA (pays moins avancés) a été acheminée via les canaux multilatéraux. Les onze fournisseurs qui ont annoncé des baisses de leur APD représentent entre 62 % (OMS) et 87 % (PAM) des financements aux grandes organisations multilatérales intervenant dans le domaine de la santé ou de l'humanitaire.

⁸ https://www.un.org/un80-initiative/sites/default/files/2025-09/UN80_WS3-1_250921_1238.pdf

⁹ Voir OCDE : « Réductions de l'aide publique au développement (APD). Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme. Juillet 2025

- ❖ **3^e source de mesure d'impact** est le projet d'arrêté fédéral ¹⁰ sur les *mesures à mettre en œuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme État hôte pour la période 2026 à 2029*. Quelques mesures sont déjà prises sous l'angle de subventions, prêts, etc...

La densité d'organisations internationales, de représentations officielles des États membres et des organisations non gouvernementales ainsi que la tenue de milliers de conférences internationales font de la Suisse l'un des principaux centres du multilatéralisme.

Retenons simplement à ce stade que, selon ces sources officielles, la Suisse internationale abrite (i) 46 agences et programmes de l'ONU, (ii) les missions de 183 États membres et deux États observateurs de l'ONU, (iii) environ 460 ONG et (iv) 6500 conférences par an à Genève pour 500,000 participants. Les dépenses du secteur international public en Suisse sont estimées en 2024 à environ 5 milliards de francs par an. La Genève internationale contribuerait ainsi, selon l'enquête annuelle 2023 de l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève, à 11,4 % du produit intérieur brut (PIB) du canton et à environ à 1 % du PIB suisse.

- ❖ Ces impacts se traduisent dans le système multilatéral par trois catégories de mesures : (i) réductions des effectifs au sein des organisations internationales et ONG (ii) délocalisations de postes mais aussi de structures, ainsi que celles de rendez-vous diplomatiques (médiation de Doha pour la crise Rwanda, nucléaire iranien,). Ceci sans tenir compte de l'ambition de plusieurs États et villes pour accueillir des institutions en proposant des infrastructures et des conditions financières avantageuses (Doha, Dubaï, Addis, Bonn, Cape-Town, Rome, Paris, Vienne, Singapour).
- ❖ La rigueur des mesures et l'absence de garanties sociales (Chômage et santé) provoquent une onde de choc à Genève, parmi les quelques 32.000 experts et fonctionnaires dont 8500 attachés à des ONG. (*Sur les quelques 22,000 experts et fonctionnaires internationaux quelque 2200 disposent d'un statut diplomatique*). L'ambiance est assez mortifère dans plusieurs de ces institutions. Estimation de près de 8000 suppressions à court terme de postes, dont 5000 déjà pour le HCR.

Ceci sans parler de la cure d'austérité à laquelle est soumise la Croix Rouge : 4000 licenciements, réduction de bureaux et postes à l'étranger et un budget 2026 en contraction de près de 20 %.

¹⁰ Voir <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2025/2206/fr> et <https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2023/20230082/N1%20F.pdf>

III. LES SORTIES DE CRISE ? LES LUMIERES COMME GRILLE DE LECTURE.

Bien malin celui qui disposerait des éléments d'une sortie de crise à ce stade. Tous les acteurs ont en ce moment le nez fixé sur le guidon et sont concentrés, sans aucune certitude, sur les conséquences de court terme.

Dans le cadre spécifique de la Genève internationale les effets de court terme ne se mesureront qu'en début 2026.

Mais quelles sont les sorties de crise potentielles sur le moyen et long terme ?

- ❖ Parmi les scénarii, nul ne peut écarter la « **puissance de l'imprévisible** » (cygne noir¹¹) selon laquelle un événement imprévisible de faible probabilité qui, *s'il se réalise*, aura des conséquences d'une portée considérable et exceptionnelle. Il s'agit bien ici du rôle disproportionné d'événements majeurs, rares et extrêmement difficiles à prédire, qui sont hors des attentes et perspectives normales en histoire, science, finance ou technologie. **Paradoxalement, pour éviter le chaos, de tels évènements feront réagir les autorités de façon substantielle** ;
- ❖ Une **2^e sortie de crise** de moyen terme viendra de l'issue des politiques (*économiques, financières, commerciales, monétaires et fiscales*) liées aux mesures prises par les Etats, **sous un angle particulier**, à savoir celui **du pouvoir d'achat, de l'accès à des biens communs** : l'alimentation, la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau, la sécurité et celui de la réduction des inégalités. (**Voir Brésil - USA**) ;
- ❖ **Une crise est souvent une opportunité**. Une **3^e sortie de crise** viendra sans aucun doute de la capacité réelle du système ONU et de ses agences à replacer leur mandat au cœur des principes et des valeurs universelles de leurs constitutions respectives et surtout de la mise en place des mesures systémiques prônées, tout en rappelant ici que les impacts seront différenciés selon la nature des multiples rouages existants dans le système ONU ;
- ❖ **Une 4^e sortie de crise** est l'attachement d'un nombre toujours considérable d'Etats et d'acteurs (ONG) au renforcement du multilatéralisme dans la prévention et résolution de conflits. Mais aussi dans le maintien d'une économie mondiale ouverte, à l'exception des secteurs ou sujets définis comme stratégiques, sous l'angle économique, social et culturel, soit pour éviter des fractures internes, soit pour répondre à des mesures de rétorsion.

Il est en ce sens indéniable que le vide laissé par le retrait des USA suscite l'entrée et le poids croissant d'Etats et d'acteurs, considérant que le « soft power » est partie prenante de leur stratégie de moyen et long terme. Mais, n'oublions pas que les USA eux-mêmes investissent et réinvestissent le système multilatéral, y compris à court terme, en fonction de leurs besoins et intérêts stratégiques ou pour contrecarrer le

¹¹ *Black Swan en anglais, notion développée par Nacim TALEB en rappelant ici que seuls quelques économistes dont Nouriel ROUBINI avaient prédit la crise financière majeure de 2008-09*

poids d'autres Etats. (**Exemple récent : l'appel à la Croix-Rouge dans le suivi des négociations sur Gaza**) ;

- ❖ De façon plus spécifique pour le Genève internationale, mais c'est un élément marginal à mes yeux, une sortie partielle de crise viendrait aussi du succès de la démarche suivie par la Fédération suisse sur les 3 objectifs¹² qu'elle s'est fixée : (i) pérenniser la présence des acteurs internationaux **pertinents**¹³ afin de maintenir la cohésion de l'écosystème ; (ii) favoriser l'arrivée de nouveaux acteurs sur le plan de la gouvernance mondiale, en particulier dans les domaines du numérique (IA) et de la diplomatie scientifique anticipatoire¹⁴ et (iii) adapter les conditions cadre des infrastructures.

IV. U.E. & FRAGMENTATION DES RELATIONS INTERNATIONALES.

Dans le cadre du projet d'intégration européen, l'abordage des relations internationales conduit à un état des lieux : celui d'une UE et de ses membres, attentistes, à la croisée des chemins et engagés dans des « *chantiers en cours* ». Work in Progress.

D'abord, en miroir, une conviction, née de mon optimisme naturel :

De façon raisonnée ou intuitive, chaque Etat membre de l'UE, chaque citoyen sait qu'en se penchant sur les questions économiques, sociales, politiques, écologiques, éthiques, culturelles et même symbolique sur la citoyenneté et l'identité, **la dimension Europe** est et sera omniprésente. Mais en même temps, paradoxe, l'Europe ne fait pas ou guère recette. Comme me le fit remarquer un ami : « *Paris c'est loin, mais Bruxelles c'est infiniment lointain* »

Sur ce point, je retiens **deux messages** : d'abord, une lame de fond qui ne fera que monter dans le futur : pour ne pas mourir lentement, le besoin de penser une Europe autrement, en revendiquant à la fois **notre universalité** pour qu'elle ne reste pas un vain mot mais aussi une Europe du terroir, du local, du municipal, dans un équilibre avec cet universel.

Lors d'une conférence au Brésil en 1954, l'écrivain Michel TORGA rappelait que : « **L'universel, c'est le local moins les murs** » en particulier pour dépasser les nationalismes. Plus récemment, un ami proche, adepte des jeux de mots, me disait qu'il fallait « **Assumer des idéaux et non des idées basses** »

Il est trop tôt encore pour identifier un quelconque positionnement limpide et certain de l'UE.

¹² Op. Cit. Message concernant les mesures à mettre en œuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme État hôte pour la période 2026 à 2029. Document soumis par le Conseil Fédéral.

¹³ Interrogeant un ami Suisse de Berne, très bien informé, et lui demandant ce que signifie un institution internationale **pertinente**, sa réponse fut désopilante : **secret**

¹⁴ <https://www.campusbiotech.com/fr/node/937>. Voir la Fondation GESDA

Au-delà du discours réaffirmant son attachement aux principes de sa Charte des droits fondamentaux de l'UE, de la démocratie et de l'Etat de droit, nous en sommes, en ce moment même dans la phase de « chantiers en cours » ou « work in progress ».

Trois questions sont au cœur du débat européen actuel :

La 1^{re} question part du constat que l'Europe est restée bien longtemps ancrée dans une vision des Lumières sur l'ouverture, garante de la paix,¹⁵ après le choc effroyable des conflits majeurs du XX^e siècle. Une stratégie d'ouverture et de mondialisation accélérée à partir des années 80, que certains qualifiaient « d'heureuse ». Une stratégie qui s'est vérifiée en partie, en permettant à plus d'un milliard et demi de personnes dans le monde d'émerger de la pauvreté sévère.

Mais en même temps, peu de voix se sont élevées pour anticiper les traumatismes que cette ouverture, **mal épaulée**, signifiait pour l'Europe avec des métiers industriels décimés, des régions ruinées. Des chocs qui se traduisent aujourd'hui, sur le plan politique et géopolitique, par l'adhésion aux thèses illibérales, populistes et radicales.

Le « c'était mieux avant » (*voir tableau des progrès sur un siècle*) Elles mettent à mal l'héritage de ceux qui rétablirent après-guerre le socle de l'Etat de droit et celui des libertés fondamentales et ont réinventé l'Europe.

Cette **prise de conscience s'amplifie de nos jours** dans la perspective des impacts à venir, plus lourds encore, sous l'angle de la capacité de l'Europe à investir dans l'innovation, les nouvelles technologies, la recherche, les services, face aux moyens et monopoles que déploient les USA et la Chine.

Deux rapports récents de 2024 et 2025 nous éclairent : celui de Mario DRAGHI sur la compétitivité européenne¹⁶ et celui de Enrico LETTA sur « bien plus qu'un marché »¹⁷. Je vous y renvoie dans un contexte où, comme le notait Mario Draghi, 2025 est l'année de la fin de l'illusion selon laquelle la construction européenne - qui fit de L'Europe un géant économique et commercial - pouvait se transformer en une puissance géopolitique.

Dans ce contexte, à l'égard des pays tiers, les prémisses d'un changement de politique se font jour, notamment dans les partenariats, qui, malheureusement sont, à l'image des autres Etats centrés sur le retour des investissements (i) La **stratégie Global Gateway**, initiative de la Commission Européenne contribuant au développement des pays partenaires émergents et en développement de l'UE, notamment dans les domaines du numérique, de l'énergie et de l'environnement, en s'appuyant sur la mobilisation du secteur privé et le (ii) **Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI)**.

¹⁵ Montesquieu

¹⁶ https://commission.europa.eu/topics/eu-competitiveness/draghi-report_en

¹⁷ <https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-letta.pdf>

La 2e question, tout aussi essentielle, est celle de surmonter au plan européen les risques de fragmentation qui émergent de la difficulté, après le succès de l'euro, à poursuivre le projet d'unification de l'Europe dans ses dimensions économiques, sociales, politiques, écologiques, éthiques, culturelles et même symbolique sur la citoyenneté et l'identité. **Ceci en respectant notre diversité et le principe de subsidiarité.** C'est le dilemme évident que pose l'unité européenne dans le respect de sa diversité, avec la question de ce qui unit tout en enrichissant les différences.

Vaste question. Prenons ici quelques exemples concrets :

Sous l'angle de l'efficacité économique et intégration, que signifie un ensemble européen où interviennent près de 35 opérateurs de téléphonie et de réseaux, comparé à celui des USA où la Chine où seuls 4 à 5 opérateurs se livrent concurrence ? Autre exemple économique : Brexit et tarifs extérieurs UE sur l'acier (50 %)

Autre exemple qu'il faudra surmonter au risque du chaos : celui de la **déconnexion entre les exigences économiques et les solidarités**, les aspirations sociales. Je vous renvoie ici sans les détailler, aux analyses sur les inégalités qui font débat en Europe et dans le monde. (Voir l'exemple de Lula et le nouveau système fiscal au Brésil inspiré de la proposition ZUCMAN)). **Cette déconnexion est l'une des principales sources de l'absence de soutien des peuples au projet d'Europe.**

Enfin, **la 3e question** est bien **celle de la transition écologique**. Face aux sceptiques, nous partageons un constat raisonné : la mère de toutes les crises, est bien celle du lien intime et complexe qui lie notre humanité à l'ensemble des composantes de notre biosphère et, au-delà, de notre géosphère. Ensuite, que ce lien détermine et déterminera le résultat de nos actes, en tout ou partie, face à d'autres ruptures et basculements : pauvreté, migrations, inégalités pour citer quelques exemples.

V. CONCLUSIONS

Face au discours catastrophiste, chaotique sur le malaise de civilisation ou l'anatomie d'un malaise démocratique, amplifié dans nos médias, je vous laisse deux échos dont l'un, celui de Camus qui nous ramène aux années 1950 et 60

« Faites attention, quand une démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet mais ce n'est pas pour prendre de ses nouvelles. » Albert Camus

« Le fascisme ne se lève pas comme la tempête en une nuit. D'abord rampant, dissimulé, ordinaire, il progresse par les voix de la haine, avivée par les difficultés économiques. Il s'empare des cœurs avant de pervertir les esprits puis de prendre le pouvoir » Robert Badinter.